

avant dix ans. Au contraire, la surtaxe sera plutôt majorée. Je n'ai pas oublié les innombrables fois que le gouvernement a promis de faire baisser les prix des automobiles; au lieu de cela, chaque fois que je demande les prix à mon agence d'automobiles, on me dit qu'ils ont augmenté de \$200. La surtaxe, comme les prix des voitures, augmentera un peu chaque année, et le fardeau du peuple s'alourdira à mesure que les impôts augmenteront.

J'ai entendu l'explication du ministre concernant les 340 millions de dollars d'impôts à prélever des sociétés, et cela me rappelle une autre question. Pourquoi le gouvernement n'accorderait-il pas un avantage à ceux qui paient leurs impôts de bonne heure? Si je les paie au début de l'année plutôt qu'à la fin, le gouvernement ne devrait-il pas m'indemniser? A y regarder de près, il obtient mon argent tôt et peut s'en servir. Pourquoi ne pas accorder une décharge à ceux qui paient leurs impôts au bout de six mois plutôt qu'à la fin de l'année financière?

Le ministre n'a pas montré comment cette taxe temporaire serait remplacée par d'autres. Je suppose que toute réforme fiscale se fera par bribes. Certes, le ministre n'a pas dit clairement s'il souscrit au rapport Carter. Un certain nombre de mes collègues lui ont demandé son point de vue sur les concessions minières et ses intentions quant aux concessions pétrolières et ainsi de suite. Il en est question dans le rapport Carter, mais je n'ai pas entendu l'avis du ministre sur ces aspects du rapport.

Le moment ne serait-il pas venu pour le ministre de nous faire part de ses intentions au sujet du rapport Carter ou s'il songe à accepter ou à rejeter, mettons dans cinq ans, les propositions que le rapport renferme?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur le président, je ne prolongerai pas le débat, mais je désire consigner au compte rendu une déclaration que faisait le 9 mai le député de Skeena. Je ne veux pas dénaturer sa déclaration. Comme en fait foi le *hansard* du 9 mai, à la page 15, il a dit ceci:

... je voudrais poser ma question au ministre des Finances. La Commission Carter a eu des répercussions désastreuses sur l'industrie minière, surtout en Colombie-Britannique. Le ministre fera-t-il donc bientôt une communication pour révéler les intentions du gouvernement au sujet de l'aspect du rapport de la Commission qui concerne l'imposition des sociétés minières?

**M. Howard:** C'est dommage que le ministre n'ait pas lu ces observations au début, lorsqu'il a fait son accusation mensongère disant

que ces paroles constituaient une attaque dévastatrice contre le rapport de la Commission Carter. C'est faux, et le ministre le sait; c'est un autre exemple de la façon dont il déforme les faits. Il tente de brosser un tableau qui ne correspond pas à la vérité.

Le ministre a lu correctement ce que j'ai dit. Une des raisons pour lesquelles le rapport de la Commission Carter a eu un effet désastreux sur l'industrie minière en Colombie-Britannique, c'est que le rapport ayant été présenté, le ministre est resté assis, en personne stupide, et n'a pas dit mot: il n'a pas dit ce qu'il comptait faire. Des sociétés minières importantes au Canada, dont Noranda, se sont donc servies du rapport Carter comme excuse pour abandonner certains projets de développement, disant: «Oh, nous ne pouvons nous lancer dans cette entreprise, car le rapport de la Commission Carter a recommandé la suppression de nos trois années sans impôt».

Le ministre a cédé aux pressions en annonçant, plus tard, que la mise en œuvre de cette partie du rapport Carter serait inopérante—et je reconnais que je puis faire erreur quant à l'année—jusqu'en 1974. La question que j'ai posée au ministre découlait de cette situation. La société Noranda, en particulier, s'est servie du rapport Carter comme prétexte pour se soustraire à la mise en valeur potentielle d'une certaine région. La raison véritable, c'est qu'elle n'avait pas trouvé de gisements assez riches pour se donner la peine de les mettre en valeur; mais elle avait exploité les gens de la région et a trouvé dans le rapport Carter un moyen de se tirer de la perspective difficile d'investir plus de capitaux dans cette entreprise. Il est regrettable que le ministre des Finances, qui fait le grand seigneur et qui aspire à devenir premier ministre de cette nation, s'avilisse au point de dénaturer les faits.

**Des voix:** Le vote.

**M. Howard:** Ce n'est pas la première fois que, lorsque d'autres députés de ce groupe ou moi prenons la parole, le ministre lit journaux ou revues. C'est ce qu'il faisait lorsque j'ai présenté des instances au sujet de cette question.

Je me rappelle les commentaires que j'avais faits au sujet de ce que le député de Timiskaming avait dit sur les exemptions fiscales pour les bûcherons, par exemple, qui doivent acheter des bottes, des vêtements et des outils particuliers pour leur travail. Mais le ministre n'écoutait pas. Si le ministre fait la sourde oreille, à quoi bon pour moi de